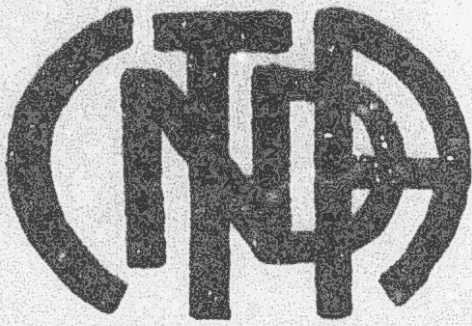




MICROFICHE N°

05438

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الزراعي
تونس

F

1

CND A 5438

REPUBLIQUE TUNISIENNE
—♦—
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
—♦—

Vu par le Centre National
de Documentation Agricole

[LOI]

/Portant encouragement aux investissements /
/dans les secteurs
de l'Agriculture et de la Pêche /

1982

Imprimerie Officielle — TUNIS

REPUBLIQUE TUNISIENNE
—◆—
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
—◆—

LOI
Portant encouragement aux investissements
dans les secteurs
de l'Agriculture et de la Pêche

1982

Imprimerie Officielle — TUNIS

Loi N° 82-67 du 6 août 1982, portant encouragement aux investissements dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche (1).

Au nom du Peuple,

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

La Chambre des Députés ayant adopté,
Promulguons la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article Premier. — La présente loi a pour objet de fixer les conditions et avantages applicables aux investissements à réaliser en Tunisie dans les secteurs de l'agriculture et de la Pêche.

Art. 2. — Les garanties et avantages prévus par la présente loi concernent les investissements réalisés en Tunisie par les personnes physiques ou morales visées à l'article 7 de la présente loi.

Art. 3. — Est considérée comme investissement agricole et de pêche toute action de développement ayant pour but :

- de promouvoir les exploitants agricoles et les pêcheurs;
- d'accroître la production agricole et de pêche;
- d'améliorer la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la Chambre des Députés dans sa séance du 30 juillet 1982.

Art. 4. — L'investissement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche peut être entrepris soit dans le cadre d'une opération ponctuelle distincte, soit dans le cadre d'un projet intégré.

Art. 5. — On entend par opérations ponctuelles une ou plusieurs actions d'investissement isolées répondant à un besoin donné.

Les listes des actions d'investissement entreprises dans le cadre d'opérations ponctuelles sont celles arrêtées par les textes en vigueur relatifs à l'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche.

Art. 6. — On entend par projet intégré tout projet revêtant le caractère d'une unité individualisée et comportant plusieurs actions liées entr'elles et visant l'utilisation optimale du patrimoine objet du projet.

La liste des branches d'activités dans lesquelles peuvent être entrepris des projets intégrés sera fixée par décret.

Art. 7. — L'investissement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche peut être réalisé :

1°) — dans le cadre d'une exploitation individuelle;

2°) — dans le cadre d'une exploitation exercée par des Sociétés Nationales ou des Etablissements Publics;

3°) — dans le cadre d'une exploitation exercée par les personnes morales suivantes dont les associées ou actionnaires sont des personnes physiques de nationalité tunisienne : Coopératives, Sociétés Civiles ou Sociétés à Responsabilité Limitée;

4°) — dans le cadre de Sociétés Anonymes de nationalité tunisienne dûment autorisées, dans les conditions qui seront fixées par décret, à exploiter les terres agricoles;

5°) — dans le cadre d'une exploitation exercée par les Sociétés de Mise en Valeur et de Développement Agricole prévues aux articles 9 et 10 de la présente loi;

6°) — dans le cadre des formes juridiques visées à l'article 8 de la présente loi et dans les conditions fixées par cet article.

Les organismes visés aux paragraphes 4 et 5 du présent article ne peuvent accéder à la propriété des terres à usage agricole.

L'exploitation des terres agricoles par les Sociétés visées au présent article ne leur donne pas le droit de posséder un fonds de commerce lié à cette exploitation.

Art. 8. — L'apiculture, l'aviculture, la multiplication de semences sélectionnées, les pépinières, la floriculture et la serriculture peuvent être exercées sous toutes formes juridiques par des personnes physiques de nationalité tunisienne ou des personnes morales tunisiennes constituées par des Nationaux Tunisiens. Ces personnes morales peuvent accéder à la propriété des terres agricoles nécessaires à l'exercice de leurs activités susvisées.

La pêche, l'aquaculture et la pisciculture en dehors des lacs intérieurs visés par l'article 2 de la loi n° 79-42 du 15 août 1979 modifiée par la loi n° 80-37 du 28 mai 1980 instituant le Commissariat Général à la Pêche, peuvent être exercées sous toutes formes juridiques par des entreprises de nationalité tunisienne conformément à la législation en vigueur et dûment agréées par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 9. — L'exploitation des terres à vocation agricole appartenant à l'Etat ne peut être exercée que par :

- 1°) — Les Sociétés Nationales et les Etablissements Publics;
- 2°) — Les Sociétés de Mise en Valeur et de Développement Agricole dans les conditions fixées à l'article 10 de la présente loi;
- 3°) — Les Coopératives Agricoles;
- 4°) — Les personnes physiques de nationalité tunisienne.

Les Organismes visés au paragraphe 2 du présent article ne peuvent accéder à la propriété des terres à usage agricole.

Art. 10. — Dans un but de mise en valeur et de développement, les terres agricoles appartenant à l'Etat, et dont les potentialités de production ne sont pas valorisées peuvent être mises en valeur par les offices et les établissements publics ou par les Unités Coopératives de Production Agricole ou louées pour une durée appropriée ne dépassant pas trente ans, à des Sociétés Anonymes,

de nationalité Tunisienne, dite « Sociétés de Mise en Valeur et de Développement Agricole » dans lesquelles l'Etat détient directement ou indirectement une participation en capital.

Ces sociétés doivent répondre à l'ensemble des conditions prévues aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 3 du décret-loi n° 61-14 du 30 août 1961 relatif aux conditions d'exercice de certaines activités commerciales.

Nonobstant les dispositions du décret du 1er avril 1948 fixant le statut des représentants de l'Etat auprès des sociétés et groupements dans lesquels il détient une participation en capital, les sociétés de Mise en Valeur et de Développement agricole sont soumises au contrôle technique et financier de l'Etat, quel que soit le pourcentage de la participation directe ou indirecte de l'Etat au capital de ces sociétés.

Les conditions de la mise en valeur des terres domaniales agricoles par les Sociétés de Mise en valeur et de Développement Agricole seront fixées par décret.

CHAPITRE II

CLASSEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Art. 11. — Les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche sont classés dans l'une des catégories ci-après :

Catégorie « A » : Investissement entrepris par les petits et moyens agriculteurs et pêcheurs sous forme d'opérations ponctuelles ou dans le cadre de programmes régionaux de crédits supervisés.

Catégorie « B » : Investissement entrepris par les petits et moyens agriculteurs et pêcheurs sous forme de petits et moyens projets intégrés.

Catégorie « C » : Investissement entrepris dans le cadre de grandes exploitations sous formes d'opérations ponctuelles ou de projets intégrés, ou dans le cadre de réalisation de projets hautement productifs.

Art. 12. — Les petits et moyens agriculteurs sont définis par décret, en fonction notamment du revenu agricole de l'exploitant,

de l'importance de ses terres agricoles détenues en propriété et de la taille de l'exploitation objet du projet suivant la nature des spéculations adoptées.

Les petits et moyens pêcheurs sont définis par décret en fonction de l'équipement et des moyens de production mis en œuvre.

Art. 13. — Les petits et moyens projets sont ceux dont le coût est inférieur à un montant maximum qui sera fixé par arrêté conjoint des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture compte tenu de la nature de l'activité et de la taille de l'exploitation.

CHAPITRE III

AGREMENT DES INVESTISSEMENTS

Art. 14. — Les investissements de la catégorie « A » ne sont pas soumis à agrément sous réserve d'obtention, le cas échéant, des autorisations prévues par les textes spécifiques régissant les diverses spéculations concernées par les investissements dont il s'agit.

La procédure d'octroi de l'aide de l'Etat en faveur des investissements de la catégorie « A » réalisés par les petits et moyens agriculteurs et pêcheurs est celle prévue par les textes d'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche.

Art. 15. — Pour bénéficier des avantages de la présente loi, les promoteurs des investissements agricoles et de pêche des catégories « B » et « C » doivent obtenir l'agrément préalable du Ministre de l'Agriculture sur proposition de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles créée par l'article 16 de la présente loi.

Art. 16. — Il est créé une Agence de Promotion des Investissements Agricoles, placée sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture.

L'Agence de Promotion des Investissements Agricoles est un Etablissement Public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Elle a pour objet de promouvoir les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

L'Agence de Promotion des Investissements Agricoles fonctionne sous l'égide de la Commission des Investissements en tant que Sous-Commission d'agrément des projets agricoles et de pêche.

Les règles de fonctionnement et d'organisation de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles seront fixées par décret.

Art. 17. — Pour être agréé et bénéficier des avantages prévus par la présente loi, les investissements de la catégorie « C » doivent comporter un schéma de financement comprenant au moins 30 % de fonds propres y compris le cas échéant, la dotation visée à l'article 30 de la présente loi.

Art. 18. — Dans le cas où le projet agréé n'a pas reçu un commencement d'exécution deux ans après l'obtention de l'agrément, il pourra être procédé au retrait pur et simple de l'agrément après avis de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles qui aura entendu au préalable l'agriculteur bénéficiaire de l'agrément.

Art. 19. — Le transfert d'agrément ne peut être réalisé que sur autorisation du Ministre de l'Agriculture après avis de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles.

CHAPITRE IV

DES AVANTAGES FISCAUX ET FINANCIERS

Section I

Avantages communs à toutes les catégories d'investissements

Art. 20. — Les investissements agricoles et de pêche bénéficient des avantages suivants communs à toutes les catégories d'investissements :

1°) — Dégrèvement des bénéfices et revenus réinvestis dans l'agriculture et la pêche à concurrence de 30 % du revenu annuel imposable à la contribution personnelle pour les personnes physi-

ques et 50 % du bénéfice imposable à la patente, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ou à l'impôt agricole pour les personnes morales conformément à la législation en vigueur. Le dégrèvement sus-visé s'applique aux réinvestissements physiques ou sous forme d'acquisition d'actions dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche;

2°) — Exonération des biens d'équipements destinés à l'agriculture et à la pêche des droits et taxes dûs à l'importation, à la fabrication et à la vente conformément à la législation en vigueur.

Section 2

Avantages spécifiques aux investissements de la catégorie « A »

Art. 21. — Les investissements de la catégorie « A » bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

1°) Exonération pour les personnes physiques ou les sociétés de personnes de l'impôt agricole suivant le régime réel pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 5 % de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit dans le cadre de la déclaration annuelle des revenus.

2°) — Pour les entreprises assujetties à l'impôt de la patente, exonération de cet impôt pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 5 % de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit de l'impôt de la patente dû.

Art. 22. — Les investissements de la catégorie « A » peuvent bénéficier des avantages prévus par les textes en vigueur relatifs à l'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche.

Section 3

Avantages spécifiques aux investissements de la catégorie « B »

Art. 23. — Les investissements de la catégorie « B » bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

1°) — A l'exclusion des sociétés anonymes d'exploitation réduction de 50 % des droits de mutation dûs au titre de l'acquisition des terres agricoles affectées aux projets agréés. Cette réduction n'est accordée qu'à la double condition de non cession de la terre ainsi affectée au projet pendant une période de 10 ans à compter de la date du contrat d'acquisition et le commencement des travaux prévus par le projet agréé dans un délai maximum de deux ans à partir de cette date;

2°) — Exonération pour les personnes physiques ou les sociétés de personnes, de l'impôt agricole suivant le régime réel pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 5 % de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit dans le cadre de la déclaration annuelle des revenus.

3°) — Pour les entreprises assujetties à l'impôt de la patente, exonération de cet impôt pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 5% de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit de l'impôt de la patente dû.

4°) — Enregistrement au droit fixe des actes constitutifs de l'entreprise, ainsi que des actes constatant l'augmentation du capital pendant une période de cinq ans, et ce, au titre des projets agréés et promus par des personnes morales;

5°) Exonération pendant les cinq premières années de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières au titre des bénéfices distribués n'excédant pas annuellement 6% de la valeur nominale des titres.

Art. 24. — Les investissements agréés de la catégorie « B » peuvent bénéficier des avantages financiers ci-après :

1°) Prise en charge des frais d'études engagés pour la réalisation du projet ayant bénéficié d'un agrément et ce, dans la limite de 1% du montant de l'investissement sans que le montant de la prise en charge de ces frais dépasse un montant fixé par arrêté conjoint des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture;

2°) Octroi suivant le cas d'une subvention dont le montant est calculé sur la base des taux prévus par les textes d'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche appliqués à chacune des composantes du projet et au prorata de leurs montants;

3°) Octroi de prêt pour financer l'investissement selon les taux et durées de remboursement prévus par les textes d'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche appliqués à chacune des composantes du projet et au prorata de leurs montants sans toutefois que l'autofinancement pour l'ensemble du projet soit inférieur à 10%.

4°) Octroi d'une bonification des taux d'intérêt des crédits bancaires contractés au titre du financement des investissements agréés, calculée de manière à faire bénéficier les dits projets des mêmes taux que ceux prévus par les textes d'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture et de la pêche;

Art. 25. — Les investissements agréés de la catégorie « B » promus par les jeunes agriculteurs et pêcheurs tels que définis par l'article 26 de la présente loi peuvent bénéficier outre les avantages visés ci-dessus, des avantages spécifiques suivants :

1°) Octroi d'une dotation remboursable n'excédant pas 80% de l'auto-financement requis;

2°) Octroi de prêts fonciers aux jeunes agriculteurs sus-visés pour l'acquisition de la terre agricole objet du projet.

Les conditions et les modalités d'octroi de la dotation remboursable, ainsi que des prêts fonciers seront fixées par décret

Art. 26. — Sont considérés comme jeunes agriculteurs et pêcheurs :

— les fils d'agriculteurs et de pêcheurs de moins de 35 ans exerçant leur activité principale dans le secteur de l'agriculture et de la pêche ou ayant acquis une spécialisation dans le domaine de l'agriculture et de la pêche.

— les jeunes de moins de 35 ans sortant des Etablissements d'enseignement et de formation agricoles et de pêche et des Centres de gestion.

Section 4

Avantages spécifiques aux investissements

de la catégorie « C »

Art. 27. — Les investissements agréés de la catégorie « C » bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

1°) A l'exclusion des sociétés anonymes d'exploitation, réduction de 50% des droits de mutation dûs au titre de l'acquisition des terres agricoles affectées aux projets agréés. Cette réduction n'est accordée qu'à la double condition de non cession de la terre ainsi affectée au projet pendant une période de 10 ans à compter de la date du contrat d'acquisition et le commencement des travaux prévus par le projet agréé dans un délai maximum de deux ans à partir de cette date;

2°) Exonération pour les personnes physiques ou les sociétés de personnes de l'impôt agricole suivant le régime réel pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 8% de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit dans le cadre de la déclaration annuelle des revenus.

3°) Pour les entreprises assujetties à l'impôt de la patente, exonération de cet impôt pendant les sept premières années de production et imposition au taux réduit de 8% de la huitième à la dixième année de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit de l'impôt de la patente dû.

4°) Enregistrement au droit fixe des actes constitutifs de l'entreprise, ainsi que des actes constatant l'augmentation du capital pendant une période de cinq ans, et ce, au titre des projets agréés et promus par des personnes morales;

5°) Exonération pendant les cinq premières années de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières au titre des bénéfices distribués n'excédant pas annuellement 6% de la valeur nominale des titres.

Art. 28. — Les investissements agréés de la catégorie « C » peuvent bénéficier également de la prise en charge des frais d'études engagés pour la réalisation du projet ayant bénéficié d'un agrément et ce, dans la limite de 1% du montant de l'investissement sans que le montant de la prise en charge de ces frais dépasse un montant fixé par arrêté conjoint des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture.

Art. 29. — Les crédits contractés pour la réalisation des investissements agréés de la catégorie « C » seront accordés à des taux préférentiels par rapport aux taux d'intérêt des crédits d'investissements pratiqués dans les secteurs autres qu'agricoles.

Art. 30. — Les investissements agréés de la catégorie « C » promus par les jeunes agriculteurs et pêcheurs tels que définis à l'article 26 de la présente loi bénéficient d'une dotation remboursable, n'excédant pas 50% de la part d'autofinancement, dans les conditions et selon les modalités qui seront fixées par décret.

Art. 31. — Lorsque le projet revêt une importance ou un intérêt particulier pour l'économie nationale, il peut être accordé directement ou en complément des avantages prévus ci-dessus l'octroi de ces mêmes avantages dans des conditions plus favorables aux promoteurs, modulés en fonction de la nature de la production engendrée par le projet, du niveau de la production destinée à l'exportation, du degré d'intégration du projet, compte tenu des objectifs prioritaires des plans de développement.

Le bénéfice de ces avantages peut être accordé par convention après avis de la Commission des Investissements.

Art. 32. — Les investissements agréés de la catégorie « C » bénéficient de la garantie de transfert des capitaux investis en devises et des revenus y afférents au profit des investisseurs non-résidents après justification auprès de la Banque Centrale de Tunisie des montants à transférer.

En cas de cession ou de liquidation, la garantie de transfert du capital investi en devises porte sur le produit réel de la cession ou de la liquidation.

Art. 33. — Les non-résidents promoteurs de projets agréés peuvent, en outre, bénéficier de facilités d'établissement en Tunisie dans le cadre de la réalisation des projets et ce, conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 34. — Les avantages financiers prévus par la présente loi seront accordés, selon le cas, sur les ressources du fonds spécial de développement de l'agriculture ou du fonds spécial d'encouragement à la pêche.

Art. 35. — La gestion de l'aide consentie par l'Etat sera confiée à un ou plusieurs organismes bancaires en vertu d'une convention particulière à conclure entre le Ministère du Plan et des Finances et chacun de ces organismes.

Cette convention précisera notamment les conditions et les modalités de déblocage de l'aide accordée et les garanties à prendre éventuellement en sûreté de remboursement des prêts octroyés.

Art. 36. — Les agriculteurs et entreprises agricoles et de pêche bénéficiaires des avantages prévus par la présente loi sont soumis au contrôle de Commissaires du Gouvernement, désignés par le Ministre du Plan et des Finances, chargés de contrôler

l'exécution des programmes d'investissement qui ont justifié l'attribution de ces avantages.

Art. 37. — Par dérogation aux alinéas 1 et 2 de l'article 21 et aux alinéas 2 et 3 des articles 23 et 27 de la présente loi, les investissements des catégories « A » et « B » et « C », à réaliser dans les régions les moins développées, bénéficient des avantages ci-après :

1°) Exonération des personnes physiques et des sociétés de personnes de l'impôt agricole selon le régime réel et ce, dans les dix premières années de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera, selon le cas, restitué ou déduit dans le cadre de la déclaration annuelle des revenus.

2°) Pour les entreprises assujetties à l'impôt de la patente, exonération de cet impôt pendant les dix premières années de production.

Le montant de l'impôt agricole perçu lors de la commercialisation des produits agricoles sera restitué.

Les délégations territoriales comprises dans les régions les moins développées visées au premier alinéa du présent article, seront déterminées par décret.

Art. 38. — L'alinéa 1 de l'article premier de la loi n° 69-56 du 22 septembre 1969 relative à la réforme des structures agricoles, modifiée par la loi n° 71-15 du 13 avril 1971 est modifié comme suit :

Article Premier. — (alinéa 1 nouveau). — Le droit de propriété des terres à vocation agricole ne peut appartenir qu'aux personnes physiques de nationalité tunisienne, aux coopératives, ou aux personnes morales publiques, ainsi qu'aux sociétés civiles et sociétés à responsabilité limitée dont les associés sont des personnes physiques de nationalité tunisienne. Ce droit peut également appartenir aux personnes morales tunisiennes constituées de nationaux tunisiens et exerçant l'apiculture, l'aviculture, la multiplication des semences sélectionnées, les pépinières, la flori-

culture ou la serriculture et ce dans la limite des superficies nécessaires à l'exercice de ces activités.

Art. 39. — L'article 2 de la loi n° 69-56 du 22 septembre 1969 relative à la réforme des structures agricoles modifiée par la loi n° 71-15 du 13 avril 1971 est complété ainsi qu'il suit :

5°) Les sociétés à responsabilité limitée constituées par des personnes physiques de nationalité tunisienne.

6°) Les sociétés anonymes de nationalité tunisienne dûment autorisées à exploiter les terres agricoles dans les conditions fixées par décret.

7°) Les personnes morales tunisiennes constituées de personnes physiques de nationalité tunisienne et exerçant l'apiculture, l'aviculture, la multiplication des semences sélectionnées, les pépinières, la floriculture ou la serriculture.

8°) Les sociétés de mise en valeur et de développement agricole dans les conditions fixées aux articles 9 et 10 de la présente loi.

Art. 40. — Le taux de l'impôt sur la patente dû par les entreprises d'exploitation agricole est fixée à 15%.

Art. 41. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Skanès, le 6 août 1982

Le Président de la République Tunisienne

Habib BOURGUIBA

الجمهورية التونسية

وزارة الفلاحة

قانون تشجيع الاستثمارات

في قطاعي الفلاحة والصيد البحري

الجمهورية التونسية

وزارة الفلاحة

قانون تشجيع الاستثمارات

في قطاعي الفلاحة والصيد البحري

الجمهورية التونسية
—♦—
وزارة الفلاحة
—♦—

قانون تشجيع الاستثمارات
في قطاعي الفلاحة والصيد البحري

1 9 8 2

قانون عدد 67 لسنة 1982

مؤرخ في 6 اوت 1982 يتعلق بتشجيع الاستثمارات في قطاعي
الزراعة والصيد البحري (1)

باسم الشعب ،

نحن الحبيب بورقيبة ، رئيس الجمهورية التونسية .
بعد موافقة مجلس النواب ،

اصدرنا القانون الاتي نصه :

الباب الاول

احكام عامة

الفصل 1 - يهدف هذا القانون الى ضبط الشروط والامتيازات الممكنة
تطبيقها على الاستثمارات المزمع انجازها بالبلاد التونسية في قطاعي الزراعة
والصيد البحري .

الفصل 2 - تهم الضمانات والامتيازات المنصوص عليها بهذا القانون
الاستثمارات المنجزة بالبلاد التونسية من طرف الاشخاص والذوات المعنوية
المنصوص عليهم بالفصل السابع من هذا القانون .

الفصل 3 - يعتبر استثمارا فلاحيا وفي الصيد البحري كل عمل تنمية
يرمي الى تحقيق الاهداف التالية :

- النهوض بالمستغلين الفلاحين وصيادي البحر .
- الزيادة في الانتاج الفلاحي و انتاج الصيد البحري .

(1) الاعمال التحضيرية :

مداولة مجلس النواب وموافقته بجلسته المنعقدة بتاريخ 30 جويلية 1982

- تحسين الانتاجية في قطاعي الفلاحة والصيد البحري .

الفصل 4 - يمكن القيام بالاستثمار في قطاعي الفلاحة والصيد البحري اما في نطاق عملية منفردة ومنفصلة او في نطاق مشروع مدمج .

الفصل 5 - يقصد بعملية منفردة كل عمل او عدة اعمال منعزلة تستجيب لحاجة محددة .

ان قوائمات اعمال الاستثمار التي يمكن تحقيقها في نطاق العمليات المنفردة هي القوائمات المضبوطة بالنصوص الجاري بها العمل والمتعلقة بتشجيع الدولة لتنمية الفلاحة والصيد البحري .

الفصل 6 - يقصد بالمشاريع المدمجة كل مشروع يكتسي صبغة وحدة متميزة تضم عدة اعمال مرتبطة بعضها ببعض وتهدف الى استعمال المكاسب موضوع المشروع افضل استعمال .

وتضبط قائمة فروع النشاطات التي يمكن ان تقام بها مشاريع مدمجة بمقتضى امر .

الفصل 7 - يمكن انجاز الاستثمارات في قطاعي الفلاحة والصيد البحري على النحو التالي :

- (1) في نطاق استغلال فردي
 - (2) في نطاق استغلال تقوم به شركات قومية او مؤسسات عمومية
 - (3) في نطاق استغلال تقوم به الذوات المعنوية الاتي ذكرها والتي يكون المشاركون او المساهمون فيها اشخاصا من ذوي الجنسية التونسية :
التعاضديات او الشركات المدنية او الشركات ذات المسؤولية المحدودة
 - (4) في نطاق شركات خفية الاسم تونسية الجنسية مرخص لها كما يجب وحسب شروط تضبط بمقتضى امر في استغلال الاراضي الفلاحية .
 - (5) في نطاق استغلال تقوم به شركات الاحياء والتنمية الفلاحية المنصوص عليها بالفصلين 9 و 10 من هذا القانون وحسب الشروط المبينة بهما .
 - (6) في نطاق الصيغ المنصوص عليها بالفصل الثامن من هذا القانون وحسب الشروط المبينة به .
- ان المؤسسات المشار اليها بالفقرتين الرابعة والخامسة من هذا الفصل لا يمكن لها ان تحصل على ملكية الارض ذات الاستعمال الفلاحي .

ان استغلال الاراضي الفلاحية من قبل الشركات المنصوص عليها بهذا الفصل لا يخول لها حق امتلاك اصل تجاري مرتبط بهذا الاستغلال .

الفصل 8 - يمكن ان تمارس : تربية النحل او الدواجن او انتاج البذور المختارة او المشاتل او زراعة الزهور او الزراعات تحت البيوت المكيفة في اية صيغة من الصيغ القانونية من طرف الاشخاص ذوي الجنسية التونسية او الذوات المعنوية التونسية المكونة من الاشخاص ذوي الجنسية التونسية ويمكن لهذه الذوات المعنوية ان تنحصل على ملكية الاراضي الفلاحية اللازمة لها لممارسة النشاطات المذكورة .

ان الصيد البحري وتربية الاحياء البحرية وتربية الاسماك خارج البحيرات الداخلية الخاضعة لاحكام الفصل الثاني من القانون عدد 42 لسنة 1979 المؤرخ في 15 اوت 1979 المتعلق باحداث المندوبية العامة للصيد البحري كما وقع تنقيحه بالقانون عدد 37 لسنة 1980 المؤرخ في 28 ماي 1980 يمكن ممارستها في اية صيغة من الصيغ القانونية من طرف مؤسسات تونسية الجنسية طبقا للتشريع الجاري به العمل ومصادق عليها كما يجب من طرف وزير الفلاحة .

الفصل 9 - لا يمكن استغلال الاراضي ذات الصبغة الفلاحية التي هي على ملك الدولة الا من طرف :

- (1) الشركات القومية والمؤسسات العمومية
 - (2) شركات الاحياء والتنمية الفلاحية حسب الشروط المنصوص عليها بالفصل 10 من هذا القانون
 - (3) التعااضديات الفلاحية
 - (4) الاشخاص من ذوي الجنسية التونسية
- ولا يمكن للمؤسسات المشار اليها بالفقرة الثانية من هذا الفصل ان تنحصل على ملكية الاراضي ذات الاستعمال الفلاحي .

الفصل 10 - قصد الاحياء والتنمية يمكن القيام باحياء الاراضي الفلاحية التي هي على ملك الدولة والتي لم يقع ابراز طاقاتها الانتاجية وذلك من طرف الدواوين والمؤسسات العمومية او الوحدات التعااضدية للانتاج الفلاحي او كراؤها لمدة مناسبة لا تتجاوز الثلاثين سنة الى شركات خفية الاسم تونسية الجنسية تسمى « شركات الاحياء والتنمية الفلاحية » تمسك الدولة مساهمة في راس مالها بصفة مباشرة او غير مباشرة .

ويجب ان تستجيب هذه الشركات الى جميع الشروط المنصوص عليها
بالفقرات : 1 - 2 - 3 - 4 من الفصل الثالث من المرسوم عدد 14 لسنة 1961
المؤرخ في 30 اوت 1961 والمتعلق ببيان شروط مباشرة بعض انواع من
النشاط التجاري .

وبقطع النظر عن مقتضيات الامر المؤرخ في غرة افريل 1948 والمتعلق
بالقانون الاساسي لممثلي الدولة لدى الشركات والمجموعات التي تمسك الدولة
مساهمة في راس مالها فان شركات الاحياء والتنمية الفلاحية خاضعة لمراقبة
الدولة الفنية والمالية مهما كانت نسبة مساهمة الدولة المباشرة او غير المباشرة
في راس مالها .

وتضبط بامر شروط احياء الاراضي الدولية الفلاحية من طرف شركات
الاحياء والتنمية الفلاحية .

الباب الثاني ترتيب الاستثمار

الفصل 11 - ترتب استثمارات الفلاحة والصيد البحري في احدى الاصناف
التالية :
صنف « أ » :

استثمار يقوم به صغار الفلاحين والصيادين البحريين ومتوسطيهم في
صورة عمليات منفردة او في نطاق برامج جهوية للقروض المراقبة .
صنف « ب » :

استثمار يقوم به صغار الفلاحين والصيادين البحريين ومتوسطيهم في
صورة مشاريع صغيرة ومتوسطة مدمجة .
صنف « ج » :

استثمار يقع القيام به في نطاق المستغلات الكبرى في صورة عمليات
منفردة او مشاريع مدمجة او في نطاق انجاز مشاريع ذات انتاج مرتفع .

الفصل 12 - يضبط بامر مفهوم صغار الفلاحين ومتوسطيهم وذلك خصوصا
باعتبار الدخل الفلاحي للمستغل واهمية الاراضي التي يملكها وحجم الارض
المستغلة موضوع المشروع وذلك حسب انواع الانشطة المقررة .
ويضبط بامر مفهوم صغار الصيادين البحريين ومتوسطيهم باعتبار التجهيز
ووسائل الانتاج المستعملة .

الفصل 13 - يقصد بالمشاريع الصغيرة والمتوسطة المشاريع التي لا تتجاوز تكاليفها مبلغا اقصى يحدد بمقتضى قرار مشترك من وزيرى التخطيط والمالية والفلاحة بحسب طبيعة النشاط وحجم المستغلة .

الباب الثالث

المصادقة على الاستثمارات

الفصل 14 - لا تخضع الاستثمارات من صنف « أ » للمصادقة على ان يقع الحصول عند الاقتضاء على الرخص المقررة بالنصوص الخصوصية بمختلف انواع الانشطة المعنية بالاستثمار .

وتخضع عمليات الحصول على مساعدة الدولة لفائدة الاستثمارات من صنف « أ » المنجزة من قبل صغار الفلاحين والصيادين البحريين ومتوسطيهم للاجراءات المنصوص عليها بالنصوص المتعلقة بتشجيع الدولة للتنمية الفلاحية والصيد البحري .

الفصل 15 - يمكن لباعثي استثمارات الفلاحة والصيد البحري من صنفى « ب » و « ج » التمتع باامتيازات هذا القانون بشرط الحصول مسبقا على مصادقة وزير الفلاحة باقتراح من وكالة النهوض بالاستثمارات الفلاحية الواقع احداثها بمقتضى الفصل السادس عشر من هذا القانون .

الفصل 16 - احدثت وكالة النهوض بالاستثمارات الفلاحية موضوعة تحت اشراف وزير الفلاحة وهي مؤسسة عمومية ذات صبغة صناعية وتجارية تتمتع بالشخصية المدنية والاستقلال المالى .

تهدف الوكالة الى النهوض بالاستثمارات فى قطاعي الفلاحة والصيد البحري وتعمل تحت اشراف لجنة الاستثمارات باعتبارها لجنة فرعية للمصادقة على مشاريع الفلاحة والصيد البحري .

وتضبط بامر تراتيب سير عمل وكالة النهوض بالاستثمارات الفلاحية وتنظيمها .

الفصل 17 - لا يمكن المصادقة على استثمار من صنف « ج » ومنحه الامتيازات المنصوص عليها بهذا القانون الا اذا تضمن مخطط تمويل ينص على تخصيص 30 فى المائة على الاقل من اموال صاحب المشروع الخاصة داخل فى ذلك الاعتماد المنصوص عليه بالفصل 30 من هذا القانون عند الاقتضاء .

الفصل 18 - في صورة عدم الشروع في انجاز المشروع المصادق عليه في اجل عامين بعد المصادقة يمكن سحب المصادقة بعد اخذ رأي وكالة النهوض بالاستثمارات الفلاحية التي تستمع مسبقا للبائع المستفيد بالمصادقة .

الفصل 19 - لا يمكن احالة المصادقة الا بترخيص من وزير الفلاحة بعد اخذ رأي وكالة النهوض بالاستثمارات الفلاحية .

الباب الرابع في الامتيازات الجبائية والمالية

القسم الاول : الامتيازات المشتركة لكل اصناف الاستثمارات :

الفصل 20 - تتمتع استثمارات الفلاحة والصيد البحري بالامتيازات التالية المشتركة لكل اصناف الاستثمارات :

(1) التخفيض الجبائي على المداخل والارباح التي اعيد رصدها في الفلاحة والصيد البحري في حدود 30 ٪ من الدخل السنوي الخاضع للضريبة الشخصية بالنسبة للأشخاص وفي حدود 50 ٪ من المربوح الخاضع لاداء الباتيندة او الاداء على المارايح المحرف غير التجارية او للاداء الفلاحي بالنسبة للذوات المعنوية طبقا للتشريع الجاري به العمل .

ويطبق الاعفاء المذكور اعلاه على الاستثمارات المرصودة من جديد فعليا او في صورة اقتناء اسهم في قطاعي الفلاحة والصيد البحري .

(2) اعفاء التجهيزات المعدة للفلاحة والصيد البحري من المعاليم والاداءات المفروضة عند التوريد والصنع والبيع طبقا للتشريع الجاري به العمل .

القسم الثاني : الامتيازات الخاصة بالاستثمارات من صنف « أ » :

الفصل 21 - تتمتع الاستثمارات من صنف « أ » بالامتيازات الجبائية التالية :

1 - اعفاء الاشخاص او شركات الاشخاص من الاداء الفلاحي حسب النظام الحقيقي خلال السبع سنوات الاولى من الانتاج واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها 5 في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة عند التصريح السنوي للـداخيل .

2 - بالنسبة للمؤسسات الخاضعة لاداء الباتيندة يقع اعفاؤها من هذا الاداء مدة سنوات الانتاج السبع الاولى واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها خمسة في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة من اداء الباتيندة المستوجب .

الفصل 22 - يمكن ان تتمتع الاستثمارات من صنف « أ » بالامتيازات المنصوص عليها بالنصوص الجاري بها العمل والمتعلقة بتشجيع الدولة للتنمية الفلاحية والصيد البحري .

القسم الثالث : الامتيازات الخاصة بالاستثمارات من صنف « ب » :

الفصل 23 - تتمتع الاستثمارات من صنف « ب » بالامتيازات الجبائية التالية :

1 - تخفيض بنسبة 50 ٪ من معاليم النقل المستوجبة بعنوان اقتناء الاراضي الفلاحية المدة للمشاريع المصادق عليها وذلك بالنسبة للأشخاص والذوات المعنوية باستثناء شركات الاستغلال الحفية الاسم ولا يمنح هذا التخفيض الا بالشرطين التاليين : عدم احوالة الارض المخصصة على هذه الصيغة للمشروع مدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ عقد الشراء والشروع في الاشغال المنصوص عليها بالمشروع المصادق عليه في اجل اقصاه سنتان ابتداء من التاريخ المذكور .

2 - اعفاء الاشخاص او شركات الاشخاص من الاداء الفلاحي حسب النظام الحقيقي خلال سنوات الانتاج السبع الاولى واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها 5 في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة عند القيام بالتصريح السنوي للمداخيل .

3 - الاعفاء من اداء الباتيندة بالنسبة للمؤسسات الخاضعة لهذا الاداء خلال سنوات الانتاج السبع الاولى واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها خمسة في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة من اداء الباتيندة المستوجب .

4 - تسجيل الوثائق المكونة للمؤسسة حسب المعلوم القار وكذلك الوثائق المثبتة للزيادة في راس المال خلال مدة خمس سنوات وذلك بعنوان المشاريع المصادق عليها المبعوثة من طرف الذوات المعنية .

5 - الاعفاء خلال السنوات الخمس الاولى من الاداء على مداخيل القيم المنقولة بعنوان المرائب الموزعة التي لا تتجاوز 6 ٪ من القيمة الاسمية للسندات .

الفصل 24 - يمكن للاستثمارات من صنف « ب » المصادق عليها ان تتمتع بالامتيازات المالية التالية :

1) تحمل الدولة بمصاريف الدراسات اللازمة للمشروع المصادق عليه وذلك في حدود نسبة 1 ٪ من مبلغ الاستثمارات بدون ان يتجاوز المبلغ المذكور مبلغا يقع ضبطه بقرار مشترك من وزيرى التخطيط والمالية والفلاحة .

2) الحصول حسب الحالة على منحة يضبط مقدارها على اساس النصوص المتعلقة بتشجيع الدولة على تنمية الفلاحة والصيد البحري المطبقة على كل واحدة من مكونات المشروع وحسب نسب مبالغها .

3) منح قرض لتمويل الاستثمار حسب النسب والآجال المقررة بالنصوص المتعلقة بتشجيع الدولة على تنمية الفلاحة والصيد البحري المطبقة على كل واحدة من مكونات المشروع في حدود مبالغها على ان لا يقل التمويل الذاتي لكامل المشروع عن نسبة 10 في المائة .

4) منح تخفيض في نسب فوائض القروض البنكية المتحصل عليها بعنوان تمويل الاستثمارات المصادق عليها ويحسب هذا التخفيض بطريقة تجعل المشاريع تتمتع بنفس النسب المقررة بالنصوص المتعلقة بتشجيع الدولة على تنمية الفلاحة والصيد البحري .

الفصل 25 - يمكن ان تتمتع الاستثمارات من صنف « ب » المصادق عليها المبعوثة من طرف الفلاحين والصيادين الشبان المعرفين بالفصل 26 من هذا القانون زيادة عن الامتيازات المذكورة بالامتيازات الخصوصية التالية :

1) منح اعتماد يقع ارجاعه لا يتجاوز نسبة 80 ٪ من التمويل الذاتي المطلوب .

2) اسناد قروض عقارية للفلاحين الشبان المذكورين لشراء الارض الفلاحية موضوع المشروع .

وتضبط بامر شروط وطرق الحصول على الاعتماد الواجب ارجاعه وكذلك شروط وطرق الحصول على القروض العقارية .

الفصل 26 - يعتبر فلاحين شبان وصيادين بحريين شبان :

- ابناء الفلاحين والصيادين البحريين الذين يقل عمرهم عن الخمسة وثلاثين عاما الذين يتعاطون نشاطهم الرئيسي في قطاعي الفلاحة او الصيد البحري او الذين اكتسبوا تخصصا في الميدان الفلاحي او في الصيد البحري .

- الشبان الذين يقل عمرهم عن الخمسة وثلاثين عاما المتخرجين من معاهد التعليم والتكوين الفلاحي او في الصيد البحري ومن مراكز التصرف .

القسم الرابع : الامتيازات الخاصة بالاستثمارات من صنف « ج » :

الفصل 27 - تتمتع الاستثمارات من صنف « ج » المصادق عليها بالامتيازات الجبائية التالية :

1) التخفيض بنسبة 50 ٪ من معالم النقل المستوجبة بعنوان اقتناء الاراضي الفلاحية للمشاريع المصادق عليها وذلك بالنسبة للاشخاص والذوات المعنوية باستثناء شركات الاستغلال الحفية الاسم ولا يمنح هذا التخفيض الا بالشرطين التاليين : عدم احالة الارض المخصصة على هذه الصورة للمشروع مدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ عقد الشراء والشروع في الاشغال المنصوص عليها بالمشروع المصادق عليه في اجل اقصاه سنتان ابتداء من التاريخ المذكور

2) اعفاء الاشخاص او شركات الاشخاص من الاداء الفلاحي حسب النظام الحقيقي خلال سنوات الانتاج السبعة الاولى واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها 8 في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم عند الحاجة حسب الحالة عند القيام بالتصريح السنوي للمداخيل .

3) الاعفاء من اداء الباتيندة بالنسبة للمؤسسات الخاضعة لهذا الاداء خلال سنوات الانتاج السبعة الاولى واخضاعها لنسبة اداء مخفضة قدرها 8 في المائة من السنة الثامنة الى السنة العاشرة من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة من اداء الباتيندة المستوجب .

4) تسجيل الوثائق المكونة للمؤسسة حسب المعلوم القار وكذلك الوثائق المثبتة للزيادة في راس المال خلال مدة خمس سنوات وذلك بعنوان المشاريع المصادق عليها المبعوثة من طرف الذوات المعنية .

5) الأعاء خلال السنوات الخمسة الاولى من الاداء على مداخيل القيم المنقولة بعنوان المرائب الموزعة التي لا تتجاوز سنويا 6 ٪ من القيمة الاسمية للسندات

الفصل 28 - يمكن للاستثمارات من صنف « ج » المصادق عليها ان تتمتع بتحمل الدولة لمصاريف الدراسة اللازمة لانجاز المشروع المتمتع بالمصادقة وذلك في حدود نسبة 1 ٪ من مبلغ الاستثمار دون ان يتجاوز المبلغ المذكور مبلغا يضبط بقرار مشترك من وزيرى التخطيط والمالية والفلاحة .

الفصل 29 - تمنح قروض الاستثمار المتحصل عليها لانجاز الاستثمارات المصادق عليها من صنف « ج » بنسبة فائض تفضيلية بالنسبة لفوائض قروض الاستثمار المطبقة بالقطاعات غير الفلاحية .

الفصل 30 - تتمتع الاستثمارات من صنف « ج » المصادق عليها والمبعوثة من طرف الفلاحين والصيادين البحريين الشبان المعرفين بالفصل 26 من هذا القانون باعتماد يقع ارجاعه لا يتجاوز 50 ٪ من التمويل الذاتي المطلوب وذلك حسب الشروط والطرق التي تضبط بامر .

الفصل 31 - في صورة ما اذا اكتسى المشروع اهمية او مصلحة خاصة بالنسبة للاقتصاد الوطني يمكن ان يمنح مباشرة او بصفة تكملة للاميازات المنصوص عليها بهذا القانون نفس الاميازات بشروط اكثر فائدة للمباعثين معدلة حسب نوعية الانتاج المتوقع من المشروع وحسب مستوى الانتاج المعد للتصدير ودرجة ادماج المشروع باعتبار الاهداف الاولى لمخططات التنمية . ويمكن ان يمنح التمتع بالاميازات المذكورة بمقتضى اتفاقية وبعد اخذ راي لجنة الاستثمارات .

الفصل 32 - تتمتع الاستثمارات المصادق عليها من صنف « ج » بضمان تحويل راس المال المرصود بواسطة عملة اجنبية والارباح الناتجة عنه وذلك بالنسبة للمستثمرين غير المقيمين بعد اثبات المبالغ المراد تحويلها لدى البنك المركزي التونسي .

وفي صورة الاحالة او التصفية ينطبق ضمان التحويل لراس المال المرصود بواسطة عملة اجنبية على المبلغ الحقيقي الصافي للاحالة او التصفية .

الفصل 33 - يمكن لباعثي المشاريع المصادق عليها من غير المقيمين ان يتمتعوا زيادة على ذلك بتسهيلات في الاستقرار بالبلاد التونسية في نطاق انجاز المشاريع وذلك طبقا للتشريع الجاري به العمل .

الباب الخامس

احكام مختلفة

الفصل 34 - تقام الامتيازات المالية حسب الحالة من موارد المال الخاص للتنمية الفلاحية او المال الخاص للتشجيع على الصيد البحري .

الفصل 35 - يعهد التصرف في المساعدة التي تمنحها الدولة لمؤسسة او عدة مؤسسات بنكية بمقتضى اتفاقية خاصة تبرم بين وزارة التخطيط والمالية وبين كل واحدة من المؤسسات المذكورة .

وتوضح الاتفاقية خاصة شروط وطرق الاذن بصرف المساعدة الممنوحة والضمانات المطلوبة عند الاقتضاء لضمان تسديد القروض الممنوحة .

الفصل 36 - يخضع الفلاحون ومؤسسات الفلاحة والصيد البحري المستفيدة بالامتيازات المنصوص عليها بهذا القانون لمراقبة مندوبين للحكومة معينين من طرف وزير التخطيط والمالية ويكلفون بمراقبة تنفيذ برامج الاستثمار التي منحت على اساسها الامتيازات المذكورة .

الفصل 37 - استثناء من الفقرتين الاولى والثانية من الفصل 21 والفقرتين الثانية والثالثة من الفصلين 23 و 27 من هذا القانون تتمتع الاستثمارات من الاصناف « أ » و « ب » و « ج » التي ستقام في الجهات الاقل نموا .

1) باعفاء الاشخاص وشركات الاشخاص من الاداء الفلاحي حسب النظام الحقيقي وذلك خلال العشر سنوات الاولى من الانتاج .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية او يخصم حسب الحالة عند التصريح السنوي للمداخيل .

2) بالنسبة للمؤسسات الخاضعة لاداء الباتيندة يقع اعفاؤها من هذا الاداء مدة سنوات الانتاج العشر الاولى .

ويرجع مبلغ الاداء الفلاحي المدفوع عند الاتجار في المنتوجات الفلاحية وتضبط بامر المعتمديات المشمولة بالجهات الاقل نموا والمشار اليها بالفقرة الاولى من هذا الفصل .

الفصل 38 - نقحت كما يلي الفقرة الاولى من الفصل الاول من القانون عدد 56 لسنة 1969 المؤرخ في 22 سبتمبر 1969 المتعلق باصلاح الاوضاع الفلاحية كما هو منقح بالقانون عدد 15 لسنة 1971 المؤرخ في 13 افريل 1971:

الفصل الاول (الفقرة 1 جديدة) :

لا يمكن ان يتمتع بحق ملكية الاراضي الصالحة للفلاحة الا الاشخاص الماديون من ذوي الجنسية التونسية والتعاضديات او الذوات المعنوية التي لها صبغة عمومية وكذلك الشركات المدنية والشركات ذات المسؤولية المحدودة اللتين يكون المساهمون فيهما اشخاصا تونسيين . ويمكن ان يتمتع ايضا بحق ملكية الاراضي الصالحة للفلاحة وفي حدود المساحات اللازمة لممارسة نشاطاتها الذوات المعنوية التونسية الجنسية المكونة من الاشخاص ذوي الجنسية التونسية والتي تمارس تربية النحل او الدواجن او انتاج البذور الممتازة او المشاتل او زراعة الزهور او الزراعات تحت البيوت المكيفة .

الفصل 39 - تمم كما يلي الفصل الثاني من القانون عدد 56 لسنة 1969 المؤرخ في 22 سبتمبر 1969 المتعلق باصلاح الاوضاع الفلاحية كما هو منقح بالقانون عدد 15 لسنة 1971 المؤرخ في 13 افريل 1971 .

- (5) الشركات ذات المسؤولية المحدودة المكونة من اشخاص تونسيين .
- (6) الشركات الخفية الاسم التونسية الجنسية المرخص لها كما يجب وحسب شروط تضبط بمقتضى امر في استغلال الاراضي الفلاحية .
- (7) الذوات المعنوية التونسية الجنسية المكونة من الاشخاص من ذوي الجنسية التونسية والتي تمارس تربية النحل او الدواجن او انتاج البذور الممتازة او المشاتل او زراعة الزهور او الزراعات تحت البيوت المكيفة .
- (8) شركات الاحياء والتنمية الفلاحية حسب الشروط المبينة بالفصلين 9 و 10 من هذا القانون .

الفصل 40 - ضبظت بخمسة عشر في المائة 15٪ نسبة اداء الباتيندة الواجب دفعه من طرف مؤسسات الاستغلال الفلاحي .

الفصل 41 - الغيت جميع الاحكام السابقة المخالفة لهذا القانون .
ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ
كقانون من قوانين الدولة .

وصدر بقصر صقانس في 6 اوت 1982

رئيس الجمهورية التونسية

الحبيب بورقيبة

FIN

.. **31** ..

VUES